

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

# LES TRAVAUX DE LA FONDATION 2015



# Sommaire

Publications .....	p.2
Enquêtes.....	p.25
Événements .....	p.27
Séminaires de travail.....	p.40
Internet et Partenariats .....	p.43
Les chiffres.....	p.56

# Publications

Enquêtes

Événements

Séminaires de travail

Internet et Partenariats

Les chiffres

### Croissance

#### *Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme*

Par Daniel Hurstel – Décembre 2015

Les entreprises sont confrontées à un besoin inédit de se renouveler. Ce besoin a des sources négatives et positives. La principale source négative est la poursuite excessive d'une finalité simpliste : faire des profits pour les actionnaires. Elle a isolé les entreprises et nourri la suspicion à leur égard. Si, désormais, nombre d'entreprises s'en plaignent, pour autant elles ne se réforment pas. Pour ce qui est des sources positives, d'abord et paradoxalement la suspicion mentionnée plus haut cache un souhait largement répandu de voir l'entreprise jouer un rôle prépondérant dans la recherche d'une croissance raisonnée génératrice de bien être et de progrès. De même, par la révolution numérique et les innovations, dont le rythme s'accélère, l'entreprise est à même d'offrir des solutions nouvelles aux défis climatiques, de santé, économiques et environnementaux. Pour cela, les modèles actuels hérités du passé et, avant tout, la finalité et la gouvernance doivent être profondément repensés. Le culte de l'intérêt de l'actionnaire devient d'autant plus néfaste que les moyens pour l'accroître sont amplifiés par la révolution numérique et les avancées technologiques.

Les entreprises prospères de demain seront celles qui, face à une complexité croissante, adapteront une gouvernance souple qui favorise l'innovation, tout en analysant la contribution au bien-être au travail et au bien commun. Sont exposées ici les conditions d'une telle gouvernance – modification de la finalité, prépondérance du projet d'entreprise, responsabilité devant l'ensemble des parties prenantes –, tout en sauvegardant l'essence même de l'entreprise – délégation d'autorité au dirigeant et poursuite d'un profit mesuré comme condition de pérennité. Les propositions sont certes radicales mais elles remettront l'entreprise au service de la Société.

Cette note a été écrite par Daniel Hurstel, avocat au Barreau de Paris, membre associé de l'Académie royale des sciences, des lettres & des beaux-arts de Belgique.



## ***Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels***

Par Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand – Novembre 2015

Le mutualisme est un modèle d'entreprendre original. Pourquoi s'y intéresser ? Parce que dans les quelques secteurs où il est implanté (banque, assurance, agriculture, santé...), il a pris des positions très importantes et aussi parce qu'il semble très en phase avec les attentes de la société, fondé sur le temps long, avec un sociétaire au centre de l'attention de l'entreprise.

La présente note se concentre sur le secteur de l'assurance, où les mutuelles détiennent 60 % du marché pour l'assurance dommages des particuliers. Comme toutes les entreprises du secteur, les mutuelles font face à des défis considérables : révolution numérique, qui peut à la fois attirer de nouveaux acteurs et modifier les risques, la matière première du métier ; bouleversements réglementaires, tant au niveau français (loi Hamon sur la résiliation à tout moment) qu'europpéen (directive Solvabilité 2) ; exceptionnelle défiance de nos concitoyens vis-à-vis des institutions, etc. Les mutuelles sont-elles équipées pour faire face à ces défis ? Beaucoup en doutent, estimant que ce modèle d'entreprise fondé sur les personnes est trop contraignant, trop peu agile, trop national face aux sociétés de capitaux. Les auteurs pensent à l'inverse que le mutualisme est un modèle d'entreprendre totalement moderne. L'ADN des mutuelles, où les sociétaires sont tout à la fois assureurs et assurés, les rend aptes à s'adapter rapidement aux nouvelles attentes.

Le modèle mutualiste a prouvé sa robustesse en traversant les crises. Il pourrait bien se révéler maintenant le plus utile à la cohésion de notre société.

Cette note a été écrite par Arnaud Chneiweiss, Secrétaire général du Groupement des entreprises mutuelles d'assurance (GEMA) et Stéphane Tisserand, Responsable des Affaires publiques du GEMA et des Relations Institutionnelles de la Maif.



## ***PME : nouveaux modes de financement***

Par Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven – Octobre 2015

Le déficit de financement des PME, déjà reconnu comme important lors des années 2000, s'est aggravé avec la crise de 2008 : réduction importante des crédits bancaires pour certaines entreprises et surconcentration des encours sur les meilleurs dossiers, baisse sensible des investissements en capital-risque, baisse des marges et donc des capacités d'autofinancement, etc. Aussi, des modes de financement publics et privés déjà existants se sont vu modernisés et adaptés au marché, et ont connu une forte croissance : capital-investissement à vocation sociale, *corporate venture*, coopératives de financement, modes d'affacturage innovants, etc. D'autres ont pu apparaître, facilités par le



développement exponentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) et du désir de désintermédiation, le *crowdfunding*, notamment.

Dans cette note, les auteurs présentent certains dispositifs privés issus de cette vague de modernisation, ils montrent en quoi ils répondent efficacement à certains besoins des petites et moyennes entreprises (PME) et ils mettent en perspective les tendances structurantes de leur financement. Ils concluent par quelques propositions de mesures visant à faciliter le développement de ces outils, utiles à la croissance des PME françaises.

Cette note a été écrite par Mohamed Abdesslam, directeur d'investissements pour le fonds de capital-développement Citizen Capital, et Benjamin Le Pendeven, entrepreneur et chercheur en finance et innovation au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

### ***Vive l'automobilisme ! (1) : les conditions d'une mobilité conviviale***

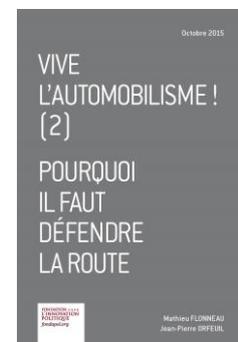
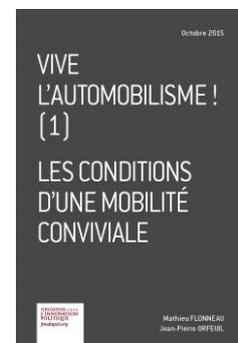
### ***Vive l'automobilisme ! (2) : pourquoi il faut défendre la route***

Par Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil – Octobre 2015

Depuis plus d'un quart de siècle, le prêt-à-penser politique a rangé du côté du bien les transports collectifs et les transports ferrés, et du côté du mal la route, la voiture et les poids lourds. La route reste pourtant le support ultramajoritaire des flux de personnes et de marchandises. Elle est certes une infrastructure, mais elle est aussi et surtout un réseau social au service de la mobilité de la très grande majorité des citoyens et de la plupart des échanges économiques. Elle a su s'adapter à des enjeux très divers depuis des millénaires, et elle pourra le faire encore demain, pour peu qu'on élabore une pédagogie renouvelée, persévérante, équilibrée et régulée de la transition écologique appliquée à la mobilité. À l'heure de la montée des populismes, notamment dans les territoires situés à l'écart des métropoles où l'automobile est incontournable, il est urgent de refonder l'action publique en matière de mobilité en donnant la priorité aux réalités économiques, sociales et environnementales sur les fantasmes.

Les auteurs de ces notes n'ont pas la prétention de dire ce qu'il faut faire, mais de proposer une boîte à outils pour sortir des illusions en confrontant les croyances en cours aux faits et aux comportements des citoyens, et décider en toute connaissance de cause.

Ces notes ont été écrites par Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil. Mathieu Flonneau est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris-I et à Sciences Po, chercheur à l'IRICE-CRHI, UMR 8138, axe 1 du LabEx EHNE et président du groupe de recherche Passé Présent Mobilité. Jean-Pierre Orfeuil est professeur émérite à l'École d'urbanisme de Paris, chercheur à l'Institut français des sciences et technologies des transports de l'aménagement et des réseaux (Ifsttar) et collaborateur de l'Institut pour la ville en mouvement.



## ***Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »***

Par Julien Gonzalez – Juillet 2015

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est en constante augmentation, année après année. En parallèle, on constate un allongement de la durée des études, avec le master qui s'impose de plus en plus comme la norme. Pour autant, le chômage et le déclassement des jeunes se maintiennent à des niveaux historiquement hauts.

Les déterminants aux politiques publiques visant à la démocratisation des diplômes sont doubles : une conception républicaine empreinte du principe d'égalité, la croyance qu'une augmentation du taux de diplomation (et donc du niveau de connaissances de la population) tirerait la croissance du pays. La réalité est autre : le nombre de bac + 5 délivrés est deux à trois fois supérieur à ce que le marché du travail est en mesure d'absorber. Les conséquences sont préoccupantes : frustration des jeunes diplômés et de leurs familles, dévalorisation des diplômes, renchérissement du coût de l'enseignement supérieur, emplois moins qualifiés non pourvus...

L'étude se propose de creuser la piste d'une surdiplomation artificielle, dans la mesure où celle-ci n'induit ni réduction des inégalités sociales, ni augmentation du niveau général des connaissances, et se propose de placer au cœur de la réflexion une meilleure adéquation entre les diplômes émis et la structure du marché du travail.

Cette note a été écrite par Julien Gonzalez, responsable des affaires économiques d'un syndicat professionnel. Il est auteur pour la Fondation pour l'innovation politique de la note intitulée « Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France » (mai 2014).



## ***Politique économique : l'enjeu franco-allemand***

Par Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole\* – Juin 2015

Tout le monde perçoit que la coopération franco-allemande est devenue le pilier porteur de l'intégration européenne. Français et Allemands sont des voisins très proches, mais, en même temps, se connaissent à peine. Cette ignorance n'épargne pas les dirigeants politiques notamment en matière économique. C'est en particulier en termes de compétitivité que le fossé se creuse actuellement entre les deux rives du Rhin. L'origine de ces divergences s'explique, entre autres, par la structure centralisée de la France et la structure décentralisée, c'est-à-dire fédérale, de l'Allemagne.

Les divergences entre la France et l'Allemagne sont la conséquence d'un enracinement de longue date dans l'histoire économique des deux pays et se reflètent toujours, notamment quant au rôle de l'État et de la monnaie dans l'économie, dans la mise en oeuvre de la politique économique, dans la place de la politique industrielle et dans la formation professionnelle.

Au final, il est difficile de conclure à l'infériorité ou à la supériorité d'un des deux systèmes économiques. En revanche, on peut conclure des données historiques que la France a connu



deux périodes de croissance forte de 4 à 5 % dans la seconde moitié des années 1980 et celle des années 1990, durant des périodes de convergence étroite avec la politique économique et budgétaire de l'Allemagne. Malheureusement, cette expérience budgétaire d'une croissance par consolidation budgétaire, et non l'inverse, semble être tombée dans l'oubli en France. Le succès durable du tandem franco-allemand est devenu la condition préalable si l'on veut éviter un éclatement de la zone euro et passe nécessairement par le retour à la vérité budgétaire.

Cette note a été écrite par Wolfgang Glomb, économiste, ancien directeur des Affaires européennes au ministère des Finances allemand et membre du conseil d'orientation de l'Institut Thomas-More et par Henry d'Arcole\*, ancien auditeur au Contrôle général économique et financier (CGEfi) des ministères économiques et financiers (Bercy).

\* Pseudonyme emprunté en raison du devoir de réserve de l'auteur.

## *Économie de la connaissance*

Par Idriss J. Aberkane – Mai 2015

Imaginez une économie dont la ressource principale est infinie. Imaginez une économie dotée d'une justice intrinsèque, une économie qui facilite et récompense le partage, une économie où le chômeur a davantage de pouvoir d'achat que le salarié, une économie où 1 et 1 font 3, une économie dans laquelle tout le monde naît avec du pouvoir d'achat et où, enfin, le pouvoir d'achat ne dépend que de vous-même.

La nooéconomie – l'économie de la connaissance – capture la totalité du développement durable et ouvre la possibilité de trivialisier en quelques années des problèmes que l'humanité a estimés insolubles. Ce traité répond à trois questions : pourquoi en faire ? comment en faire ? qu'est-ce qu'en faire ?

Ceci est un traité pratique d'économie de la connaissance, particulièrement conçu pour le citoyen et le politique. Il décrit simplement les enjeux de ce domaine capital pour le développement durable, la diplomatie et la sécurité, ou encore la lutte contre la pauvreté, le développement économique territorial et national, et en particulier pour ce que les Anglo-Saxons appellent « Silicon Valley studies ». Il inspirera les questions de politique publique, éducative et infrastructurelle. Ses prolongements sont la biomimétique, l'écologie industrielle, l'économie circulaire et la *Blue Economy* du Pr. Gunter Pauli.

Cette note, également disponible en version anglaise et prochainement dans les versions chinoise et coréenne, a été écrite par Idriss J. Aberkane, qui est notamment chercheur affilié au Kozmetsky Global Collaboratory de l'université de Stanford.



## ***Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique***

Par Emmanuel Combe et Sébastien Daziano – Mai 2015

Alors que la délinquance du quotidien constitue une source majeure d'inquiétude pour les Français, le discours politique reste encore trop souvent confiné dans des postures morales, qui ne répondent pas à une question aussi pragmatique qu'essentielle : comment être plus efficace ? À cet égard, l'économie permet de porter un regard neuf et dépassionné sur l'activité des vols et des cambriolages, condition préalable pour renforcer l'effectivité de la lutte contre ces pratiques illicites.

En premier lieu, cette note montre que les individus comparent les gains d'une activité illégale avec ses coûts, avant de s'engager dans la voie de la délinquance. Ils font le choix du « crime » parce qu'ils estiment qu'il sera plus rentable, compte tenu des risques pris, qu'une activité licite. Dans ces conditions, si les délinquants sont rationnels, les pouvoirs publics doivent l'être tout autant dans leur fonction de répression et de dissuasion.

En second lieu, elle montre que l'appel au renforcement des dépenses de sécurité intérieure serait mieux entendu s'il prenait appui sur une véritable analyse chiffrée des coûts du crime : combien de milliards d'euros coûte chaque année la délinquance d'appropriation en France, et combien rapportent les dépenses de sécurité ? La perception de la dépense publique en serait profondément modifiée : elle serait alors appréhendée comme un investissement qui permet en retour de réduire et d'éviter les dommages occasionnés par la délinquance à la collectivité.

Cette note a été écrite par Emmanuel Combe, professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, professeur affilié à ESCP Europe et Sébastien Daziano, maître de conférences à Sciences Po Paris.



## ***Unir pour agir : un programme pour la croissance***

Par Alain Madelin – Mai 2015

Le 11 janvier 2015 a résonné avec fracas sur notre système politique. Face à l'atrocité, la société française s'est rassemblée et a démontré que les clivages n'ont plus lieu d'être. Puisque l'union fait la force, il est maintenant grand temps de concevoir les quelques grandes réformes pouvant largement rassembler et répondre à l'attente d'une nouvelle offre politique attendue.

La France a besoin d'une offre politique renouvelée bien loin des avatars politiques et des errements idéologiques. Le programme proposé se veut rassembleur et repose sur cinq lignes directrices :

- nous ne subissons pas une crise, nous vivons une mutation : les règles du jeu ont changé, une nouvelle croissance se dessine, innovation et compétitivité sont la clé ;
- nous sommes dans une situation financière dangereuse : la dette accumulée au fil des décennies est devenue aujourd'hui insoutenable ;



- il y a urgence sociale : il faut assurer un filet de sécurité sociale et repenser un État social plus efficace et plus protecteur ;
- changer de cap pour une nouvelle croissance : plutôt que de couper à l’aveugle dans nos dépenses publiques, il faut chercher l’efficacité de la dépense publique et réorienter l’action publique et son champ d’intervention ;
- une nouvelle approche politique : le système du pouvoir exclusif de l’État est à reconsidérer, il faut redistribuer le pouvoir au profit des consommateurs, des citoyens et des entreprises.

Cette note a été écrite par Alain Madelin, ancien ministre.

### *Nouvelle entreprise et valeur humaine*

Par Francis Mer – Avril 2015

Croissance en berne, taux d’inflation et taux d’intérêt nuls, épargne en quête d’investissements et vieillissement de la population constituent les principaux défis d’une relance économique qui peine à voir le jour, au moins en Europe.

La montée de la Chine a permis au système capitaliste de pousser aux extrêmes sa logique actionnariale : baisse du coût du travail et hausse du profit. À cette réalité se conjugue l’ambivalence des États face au système financier, qui s’interdisent d’intervenir dans l’économie mais n’hésitent pas à s’endetter pour le sauver. Cette situation caractérise la situation économique européenne et menace un modèle social qui constitue le fondement des valeurs de notre Europe.

Résorber cette crise passe par le nécessaire approfondissement politique, économique et financier de la zone euro afin de lui permettre d’exister sur la scène internationale. Cette relance de l’Union européenne implique une réorganisation de l’entreprise dont le tableau de bord est obsolète et qui doit mieux exploiter son capital humain pour innover et retrouver le cercle vertueux de la croissance au bénéfice de tous les actifs. Cette refonte de l’entreprise sera facilitée par la modification du droit des sociétés afin de supprimer les excès actuels de la logique actionnariale.

Cette note a été écrite par Francis Mer, ancien ministre de l’Économie, des Finances et de l’Industrie, président d’honneur du groupe Safran et membre du Conseil de surveillance de la Fondation pour l’innovation politique.



## *Numérique et mobilité : impacts et synergies*

Par Jean Coldefy – Avril 2015

Ville intelligente, smart city, open data, big data, smart mobility... Au-delà des discours marketing, il est certain que le numérique atteint désormais les fonctions majeures de la ville et jouera un rôle fondamental avec la multiplication et l'amélioration des données de mobilités disponibles, et les gains apportés sur les outils de traitement de l'information.

Des interrogations, des débats et parfois des controverses se font cependant jour : la ville intelligente se résume-t-elle au déploiement de technologies ? Quel rôle pour le citoyen et le politique ? N'y a-t-il pas un risque de perte de contrôle par le public et, a contrario de prise de pouvoir par le privé ? L'open data est-il la solution pour le développement des innovations et des nouveaux services ? La ville intelligente va-t-elle être un relais de croissance fort pour les entreprises françaises ? La ville et la mobilité seront-elles vraiment plus intelligentes avec le déploiement de ces technologies ?

Après un rappel sur le contexte historique du système de mobilité urbaine et des enjeux des métropoles européennes, cette note met en perspective l'écosystème de la mobilité numérique et présente la répartition des rôles des différents acteurs afin d'utiliser au mieux leurs atouts respectifs en vue de faire émerger une mobilité durable, source de développement économique, en usant de tout le potentiel des technologies du numérique.

De facto, le schéma proposé repose sur un financement plus important par les usagers des services de mobilité. Il place ces mêmes usagers en situation de consommateur-payeur et les responsabilise plus sur leur comportement de mobilité que des services soi-disant «gratuits», dont le financement repose in fine sur l'impôt des particuliers et des entreprises. N'est-ce pas cela aussi la ville intelligente ?

Cette note a été écrite par Jean Coldefy, expert sur les questions de mobilité urbaine.



## *Les transports et le financement de la mobilité*

Par Yves Crozet – Avril 2015

Les services de transport et les réseaux d'infrastructures sont gourmands en dépenses publiques. Or la contrainte budgétaire est forte sur les finances publiques, ce qui conduit à un redoutable effet de ciseaux : les besoins de financement sont croissants alors même qu'il est de plus en plus difficile de trouver des recettes fiscales. Ce déséquilibre caractérise peu ou prou tous les modes de transport, les LGV comme les routes et autoroutes, les transports collectifs (TC) urbains comme les voies navigables ou les trains régionaux (TER). Nous ne pouvons plus compter sur l'écoredevance poids lourds et l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) doit même payer les indemnités de la société Écomouv'. Face au rationnement qui s'annonce, une nouvelle réflexion s'impose sur le financement et la tarification de la mobilité, mais aussi sur les coûts et la productivité des services de transport subventionnés.



Cela mène à quelques révisions déchirantes qui conduisent à une approche radicalement nouvelle : la fin du « toujours plus » ! Cette nouvelle donne se résume ainsi : les utilisateurs des infrastructures et des services de mobilité doivent à l'avenir contribuer plus largement à leur financement. Pour cela, il est préférable de substituer progressivement des redevances (vignette, péages...) aux taxes. Par ailleurs, les services de transport collectif doivent dégager des gains de productivité qui permettront d'économiser l'argent public. Dans les domaines où les subventions publiques sont importantes, les prix doivent augmenter et les coûts doivent diminuer.

Cette note a été écrite par Yves Crozet, professeur à l'université de Lyon (IEP), membre du Laboratoire d'économie des transports.

### *Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?*

Par Nicolas Bouzou et Christophe Marques – Janvier 2015

Une révolution thérapeutique radicale est en cours et ouvre la voie à une éradication du virus de l'hépatite C (VHC) en France en seulement quelques années : quinze, dix ou seulement cinq ans si des politiques publiques efficaces sont adoptées. Une éradication rapide du virus suppose deux prérequis : le coût des traitements innovants doit être compatible avec leur généralisation et les stratégies de dépistage doivent permettre d'identifier rapidement les personnes ignorant leur infection, qu'elles appartiennent à des groupes vulnérables, comme les usagers de drogues, ou à la population générale.

Cette note a été écrite par Nicolas Bouzou, économiste, directeur-fondateur d'Asterès et Christophe Marques, économiste chez Asterès, chargé des questions de santé.

Cette note a donné lieu à un débat le 29 janvier 2015, en direct sur le site de la Fondation pour l'innovation politique avec Nicolas Bouzou, Anne Degraix, coordinatrice du réseau Ville Hôpital Hépatite C (AVHEC) et de la Maison Du Patient à Lyon, le professeur Daniel Dhumeaux, hépatologue et Dominique Reynié.



## Valeurs

### *La noopolitique : le pouvoir de la connaissance*

Par Idriss J. Aberkane – Novembre 2015

La géopolitique est l'interaction du pouvoir et de la terre. La noopolitique est l'interaction du pouvoir et du savoir. Cette interaction est réflexive et disruptive : elle change profondément la géopolitique et l'art de gouverner, car elle s'intéresse à l'art de faire régner le savoir sur le pouvoir, et surtout pas à celui de faire régner le pouvoir sur le savoir, qui est la situation actuelle, et pour laquelle les esprits les plus brillants ont concédé leurs sciences aux États et aux guerres alors qu'ils auraient dû les concéder à l'humanité et à la paix.

La noopolitique reconnaît l'existence d'une noosphère, océan de savoirs autour duquel tous les États possèdent un littoral, grâce auquel ils peuvent compenser une défaite dans leur kinésphère, c'est-à-dire la sphère de leur liberté de mouvement. Ainsi les États contraints sont forcés d'innover, car les États sont cognitifs mais leur immaturité cognitive fait qu'ils attendent d'être contraints pour innover – comme la Chine aujourd'hui. Par ailleurs, les États, de même que les individus, ne connaissent pas leurs intérêts et agissent selon une rationalité très limitée. Si la géopolitique classique déclare que les États sont motivés par l'acquisition de pouvoir sur les autres, la noopolitique déclare que toute source de pouvoir est le pouvoir sur soi-même, ce qui fonde un stoïcisme d'État. Enfin, toute guerre ne peut exister que par la coexistence de connaissance et d'ignorance : il faut la connaissance de nuire à son ennemi et l'ignorance de nuire au conflit lui-même. Dans la connaissance absolue, les guerres n'existeraient plus.

Cette note a été écrite par Idriss J. Aberkane, qui est notamment chercheur affilié au Kozmetsky Global Collaboratory de l'université de Stanford.



## *Crise de la conscience arabo-musulmane*

Par Malik Bezouh – Septembre 2015

Assassinats de masse, enlèvements, guerres, terrorisme et exactions en tout genre semblent être le lot quotidien du Moyen-Orient depuis que cette partie du monde est confrontée à un fléau redoutable. Son nom : l'État islamique en Irak et au Levant. Défrayant chaque jour la chronique, les membres de cette organisation massacrent, sans considération d'âge ou de sexe, tous ceux qui refusent d'embrasser leur interprétation particulière de l'islam. Les minorités religieuses, de rite chrétien, yézidis ou chiites, l'ont appris à leurs dépens. Pour certains observateurs avisés, cette mouvance est le fruit de la politique américaine marquée au coin du bellicisme en Irak. Pour d'autres, ce sont des pétromonarchies du Golfe, cyniques à souhait, qui ont armé puis financé ce groupe afin qu'il déstabilise tel ou tel voisin. Quant aux fatalistes, ils estiment que l'État islamique en Irak et au Levant n'est, après tout, qu'une nouvelle vicissitude frappant un monde arabe se mourant de consommation depuis des temps immémoriaux. Leur emboîtant le pas, certains considèrent même qu'il faut taire nos scrupules et soutenir les dictatures arabes en lutte contre ces extrémistes religieux car, aussi liberticides soient-ils, ces régimes, dont certains seraient « laïques », nous protégeraient du spectre islamiste...

Et si, en réalité, l'islamisme, dans ce qu'il a de plus radical, n'était pas cette maladie, tant crainte en Occident, mais le symptôme d'un mal plus profond que nous n'aurions pas diagnostiqué, par simplisme, par aveuglement ou tout simplement par ignorance ? C'est de ce mal dont parle l'auteur. Un mal nommé crise de la conscience arabo-musulmane.

Cette note a été écrite par Malik Bezouh, physicien de formation, spécialiste de l'islam de France, de ses représentations sociales dans la société française et des processus historiques à l'origine de l'émergence de l'islamisme.

En publiant cette nouvelle note sur l'islam, la Fondation exprime aussi sa volonté de poursuivre ses travaux sur un enjeu politique et religieux dont l'importance et la gravité ne font plus de doute pour personne.



### *Départementales de mars 2015 (1) : le contexte*

### *Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour*

### *Départementales de mars 2015 (3) : le second tour*

Par Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach – Août 2015

Les 22 et 29 mars 2015 les Français ont été appelés aux urnes pour élire leurs conseillers départementaux. Suite à la loi du 17 mai 2013, ces derniers remplacent les conseillers généraux tandis que les conseils généraux deviennent des conseils départementaux.

Ce scrutin intermédiaire était très attendu après les revers enregistrés par la gauche aux élections municipales et européennes de 2014 et du fait de la dynamique du Front National observée depuis 2012. La présence de candidats du FN dans presque tous les cantons laissait augurer d'un résultat historique pour ce dernier mais le grand vainqueur de cette élection est finalement et incontestablement la droite. La stratégie de rassemblement de cette dernière a très bien fonctionné puisqu'au lendemain de ces élections, elle conquiert 27 départements et n'en perd qu'un. A l'inverse, le grand perdant est la gauche qui perd 27 départements et n'en dirige plus que 30, victime d'une véritable vague bleue. Le Front National, quant à lui, réalise un bon score et se maintient à un niveau élevé mais il ne poursuit pas sa dynamique et s'avère incapable, car trop isolé, de remporter un seul département.

Cette analyse se propose d'éclairer les principaux résultats de cette élection à partir de données d'enquêtes et d'une analyse de géographie électorale menée à différentes échelles.

Ces notes ont été écrites par Jérôme Fourquet, Directeur du département Opinion et Stratégie d'entreprises de l'Ifop et Sylvain Manternach, Géographe-cartographe, formé à l'Institut français de géopolitique.

### *Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.*

Par François Bazin – Juin 2015

En France, la primaire est née à gauche, et c'est celle du PS qui sert désormais de modèle parce que la plus achevée, celle de 2011, a permis de désigner sans heurt un futur président. Sur les modalités, l'UMP n'a pas cherché à innover. Au-delà des clivages politiques, faut-il en conclure que, face aux mêmes obstacles et aux mêmes enjeux, les grands partis de gouvernement sont contraints aux mêmes choix ? Mieux, faut-il croire que ces mêmes choix produisent les mêmes effets sur les acteurs de cette compétition ? L'exercice qui a permis à François Hollande d'être désigné comme candidat du PS a été un laboratoire.

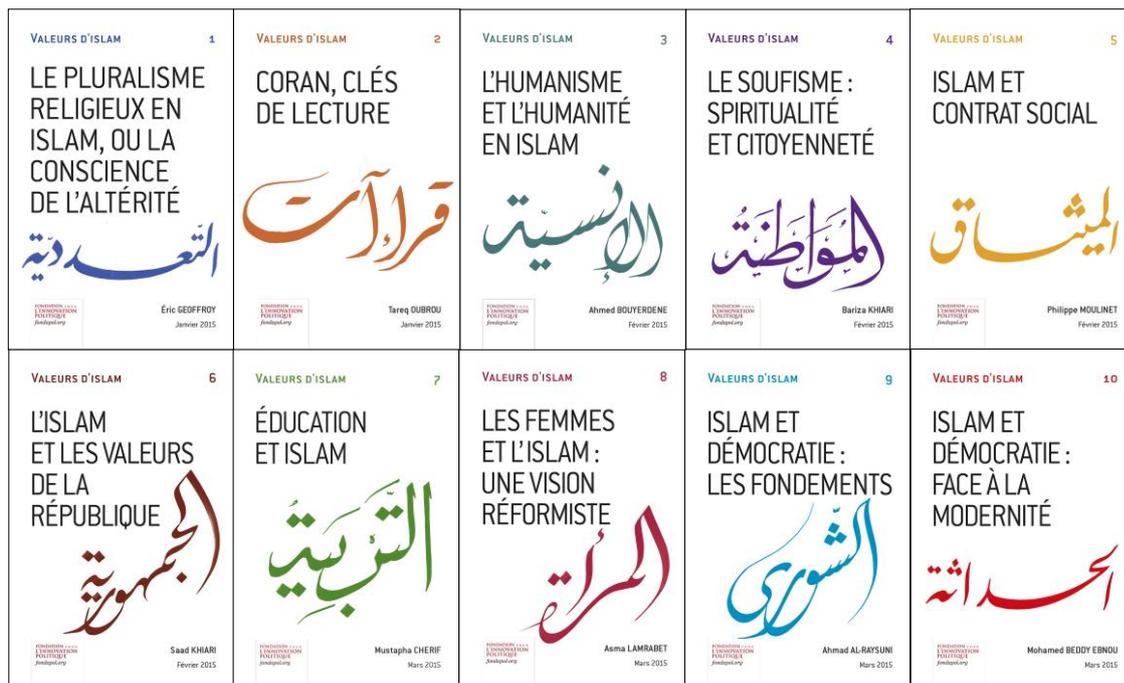




## Série « Valeurs d'islam »

### Valeurs d'islam

Notre série de textes, « **Valeurs d'islam** », veut contribuer à dissoudre des préjugés, à laisser voir des vérités. Il ne s'agit pas de dire qu'il existe une expression humaniste et progressiste de l'islam car c'est une évidence que l'on ne peut ignorer au seul motif que l'on ne la voit pas, puisque, précisément, c'est l'islam des musulmans qui vivent paisiblement leur religion. L'ambition de notre série est de rappeler les raisons pour lesquelles il faut regarder cet islam comme authentique, en accord avec le message initial. Ce travail est indispensable, car ni la République ni l'Europe ne peuvent abandonner les hautes valeurs qui les fondent, et parmi celles-ci, la liberté de conscience, c'est-à-dire aussi la liberté de croire ou ne pas croire. Il nous faut expliquer, mieux et davantage, que c'est précisément la reconnaissance et le respect des valeurs de la République qui conditionnent la reconnaissance et le respect des convictions spirituelles. Il faut engager ce travail et cette discussion entre nous tous. Cela suppose notamment de donner à voir une autre réalité de l'islam, qui n'est pas moins tangible, même si elle est devenue presque invisible, écrasée par l'image géante d'un islam détestable. Cette autre réalité n'est ni vraiment reconnue ni toujours connue, y compris des musulmans eux-mêmes.



D'autres travaux compléteront cette série « Valeurs d'islam » :

- la note *Chiites et sunnites : paix impossible ?* par Mathieu Terrier (Janvier 2016)
- Le livre *Valeurs d'islam*, sous la direction de Dominique Reynié, préface du cheikh Khaled Bentounès, PUF (Janvier 2016)
- La traduction en langue arabe de toutes les notes de la série « Valeurs d'islam » (Janvier 2016)

## 10. Islam et démocratie : face à la modernité

Par Mohamed Beddy Ebnou – Mars 2015

Quelles sont les raisons du déclin et comment y faire face ? La subjectivité politique générale des élites ottomanes et musulmanes n'a cessé d'être commandée par cette interrogation depuis les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, principalement depuis le traité de Karlowitz, en 1699, et la naissance de ce que l'on appellera la « question d'Orient ».

L'Europe émergente semblait alors imposer à l'Empire ottoman comme à l'ensemble du monde musulman des défis inédits. L'empire était-il voué fatalement au dépérissement, déclaré inexorable pour le monde sudméditerranéen deux siècles plus tôt par Ibn Khaldûn ou bien pouvait-il aspirer à un nouveau volontarisme ou à une défatalisation possible du cours de l'histoire ? Serait-il anachronique de s'interroger sur ce que pouvait signifier la « démocratie » dans ce débat que l'on peut appeler néo-khaldûnien ? Certes, c'est au XIX<sup>e</sup> siècle, avec le « Liberal Age » que cette question est formellement posée comme l'un des termes principaux du débat.

Ce présent texte, entend examiner aussi bien les modes de légitimation que ceux de délégitimation de la démocratie qui sont à l'œuvre dans cette géographie des représentations et dans ses reconfigurations successives.

Cette note a été écrite par Mohamed Beddy Ebnou, directeur de l'Institut des études épistémologiques, Europe (IESE-Bruxelles).



## 9. Islam et démocratie : les fondements

Par Ahmad Al-Raysuni – Mars 2015

La *shûrâ*, ou principe de délibération collective, est un principe mentionné aussi bien dans le Coran que dans la pratique du Prophète et de ses Compagnons. Dans le contexte moderne, la *shûrâ* a été comprise comme le terme islamique de ce que nos contemporains appellent démocratie. Néanmoins, ce concept demeure obscur malgré la publication au cours des dernières décennies de centaines de livres et d'articles sur le sujet. De nombreux aspects de la *shûrâ* n'ont pas encore été abordés.

La méthodologie de ce texte est fondée sur des sources et des principes normatifs issus de versets coraniques, d'éléments de la vie du Prophète et d'*exempla* établis par les quatre premiers califes (que le consensus général juge légitimes). Un certain nombre de textes du Coran et des *hadîth* relient le principe de délibération collective à tous les domaines de la vie, qu'ils soient matériels, spirituels, individuels ou encore collectifs.

Cette note a été écrite par Ahmad Al-Raysuni, professeur en études islamiques à l'université Mohammed-V (Rabat, Maroc).



## 8. Les femmes et l'islam : une vision réformatrice

Par Asma Lamrabet – Mars 2015

Il est évident aujourd'hui que la thématique des femmes en islam reste tributaire d'une vision binaire très réductrice. Entre la vision islamique traditionaliste, qui refuse toute réforme par peur de perdre des valeurs identitaires idéalisées à outrance, et la vision dite « moderniste », qui inculpe le religieux et particulièrement l'islam de tous les maux, c'est d'abord et avant tout la voix de la grande majorité des femmes musulmanes que l'on marginalise.

Une véritable troisième voie prisée par une certaine dynamique de femmes musulmanes est déjà en marche aujourd'hui et privilégiée, entre autres, des voies d'émancipation à partir d'une relecture féminine, voire féministe, et réformatrice du référentiel musulman. Cette troisième voie réformatrice est aujourd'hui, au sein des sociétés musulmanes mais aussi des communautés musulmanes en Occident, une des rares voies qui permettent de contribuer significativement à la dynamique de réconciliation entre islam, droits humains et défis d'une modernité mondialisée.

Cette note a été écrite par Asma Lamrabet, médecin, écrivaine et directrice du Centre d'études et de recherches féminines en islam (Cerfi) au sein de l'institution Rabita Mohammadia des Oulémas du Maroc.



## 7. Éducation et islam

Par Mustapha Cherif – Mars 2015

La question de l'éducation préoccupe les sociétés. Chaque civilisation a sa version sur ce sujet majeur. Des convergences et des divergences existent. Cependant, tout un chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître que l'éducation détermine la qualité des citoyens, le niveau de développement et le projet de société. La civilisation musulmane se veut celle de l'éducation à la médianité, la voie du juste milieu, aujourd'hui dévoyée par les extrémismes. Pour l'islam, l'éducation réussie est celle qui forme un citoyen équilibré, compétent et vertueux. Reste à expliciter ce modèle.

Cette note a été écrite par Mustapha Cherif, philosophe, professeur à l'université d'Alger, écrivain et ancien ministre de l'Éducation en Algérie.



## 6. L'islam et les valeurs de la République

Par Saad Khiari – Février 2015

Avant de parler de la République et de ses valeurs, n'est-il pas préférable de remonter d'abord aux origines mêmes de la *res publica*, et donc à l'espace commun partagé par les habitants d'un pays ? La République est un État régi par des lois auxquelles sont soumis de manière égale les individus au nom de l'intérêt public qui prime sur les intérêts particuliers. Cette soumission de chacun à la loi est vécue non pas comme une contrainte, comme on serait tenté de le penser à cause du terme « soumission », mais comme un choix délibéré exercé dans une démarche démocratique. La République devient dès lors indissociable de la démocratie, qui s'avère elle-même comme un choix de destin pour l'ensemble des vertus qu'elle porte.

L'objet de cette note est de savoir s'il est juste et légitime d'opposer l'islam en tant que religion révélée – et donc œuvre de Dieu – à une construction imaginée par l'homme – la République – pour décider de son destin.

Cette note a été écrite par Saad Khiari, chercheur associé à l'IRIS, spécialiste de l'Algérie et du dialogue interreligieux.



## 5. Islam et contrat social

Par Philippe Moulinet – Février 2015

Pour aller droit au cœur d'une religion, il faut être sensible au geste primitif qui la fonde. Tout se tient « au commencement ». Les religions parlent du même Dieu, mais chacune le fait à sa manière, pour s'adapter aux différences entre les peuples. Il n'y a pas d'uniformité, chacune possède sa couleur propre. La lumière divine est une, les couleurs qui la révèlent sont variées. Ce que Dieu « a créé pour vous sur la terre est de couleurs variées. Il y a là vraiment un signe pour ceux qui pensent ».

Cette note a été écrite par Philippe Moulinet, magistrat et docteur en science politique.



#### **4. Le soufisme : spiritualité et citoyenneté**

Par Bariza Khiari – Février 2015

L'islam est devenu ces dernières années un sujet éminemment politique. Sa dimension religieuse et spirituelle s'est réduite à peau de chagrin, au profit de la polémique. Dans cette cacophonie, seuls ont voix au chapitre médiatique les obscurantistes, d'un côté, et les islamophobes, de l'autre, dans une mise en scène redoutablement efficace de surenchère et de légitimation mutuelle. C'est ainsi que le foulard est devenu niqab. Trop longtemps, les débats hexagonaux ont essentiellement porté sur la question de la visibilité dans l'espace public. Une image déformée de l'islam émerge de cette double instrumentalisation, tant au sein de la société dans son ensemble qu'auprès des musulmans eux-mêmes.

La présente contribution vise à inciter les décideurs publics et les observateurs de la vie sociale et politique à élargir leur champ de vision et à aiguïser leur regard.

Cette note a été écrite par Bariza Khiari, sénatrice de Paris (ex-première vice-présidente du Sénat).



#### **3. L'humanisme et l'humanité en islam**

Par Ahmed Bouyerdene – Février 2015

Mot-valise s'il en est, volontiers galvaudé, l'humanisme est une notion qui couvre depuis ses origines des champs aussi divers qu'étendus. À travers les siècles, le terme a été associé, quand il ne s'y est pas substitué, à la philologie, à la philosophie, à l'éthique, au progrès, au romantisme... Les fondements de l'humanisme peuvent cependant se résumer à deux axes : la quête du savoir – en particulier ce qui a trait à l'homme et à la place qu'il occupe dans l'univers – et l'amour de l'humanité et la préservation de sa dignité.

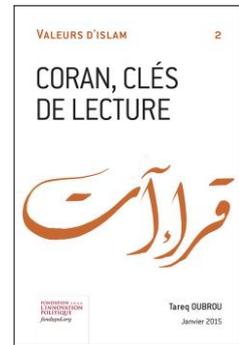
Cette note a été écrite par Ahmed Bouyerdene, chercheur en histoire, auteur et docteur en études méditerranéennes et orientales.



## 2. Coran, clés de lecture

Par Tareq Oubrou – Janvier 2015

L'islam appartient à l'univers des monothéismes, celui des religions révélées. Le Coran, son livre référence, se qualifie comme une parole de Dieu (en arabe Allâh), Celui même de l'Ancien et du Nouveau Testament : un Dieu existant, communiquant et exigeant. C'est-à-dire un Dieu qui s'intéresse à l'homme et à sa condition, et attend de lui une relation et un retour. L'islam partage particulièrement avec le christianisme la notion de salut eschatologique et l'universalité de son message, car destiné à toute l'humanité et non pas un peuple particulier.



Deux notions se confondent quand on évoque l'islam : celle de la religion (islam) et celle de la civilisation (Islam). Toute la problématique à laquelle doit répondre le discours sur l'islam aujourd'hui est celle de sa capacité à séparer l'ordre de la spiritualité de celui de la temporalité, le particulier et l'universel.

Pour comprendre la nature de l'islam en tant que religion et comment elle fonctionne dans sa relation à l'histoire et à la réalité, cette note accomplit un voyage dans les références de l'islam et donne une idée sur la complexité du phénomène coranique, une complexité qui échappe même aux musulmans les plus avisés et qui explique en partie l'intégrisme et le fanatisme dont souffre l'islam à cause de l'ignorance d'une partie de ses adeptes.

Cette note a été écrite par Tareq Oubrou, Grand Imam de Bordeaux et théologien.

## 1. Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Par Éric Geoffroy – Janvier 2015

Le comportement de certains individus ou groupes se réclamant indûment de l'islam – nous pensons notamment au prétendu État islamique d'Irak et de Syrie – force le questionnement à propos de l'attitude de cette religion vis-à-vis des non musulmans et du pluralisme religieux en général.



La réalité contemporaine fait émerger, de fait, un contraste saisissant entre, d'une part, les principes énoncés par le Coran, appliqués par le Prophète et, dans une large mesure, par les sociétés musulmanes du passé, et, d'autre part, leur négation, leur inversion, par les usurpateurs actuels des valeurs essentielles de l'islam. Pour y voir clair, il faut donc partir de ces principes scripturaires qui, à l'échelle des siècles, ne sont pas restés vœux pieux mais ont globalement été incarnés par les musulmans jusqu'à ces dernières années.

Cette note a été écrite par Éric Geoffroy, islamologue à l'Université de Strasbourg, spécialiste du soufisme et écrivain.

## *Mémoires à venir*

Par Dominique Reynié – Janvier 2015

La Fondation pour l'innovation politique et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah se sont associées afin de concevoir une étude internationale auprès des nouvelles générations. Nous avons interrogé 31 172 jeunes de 16 à 29 ans, dans 31 pays, en 24 langues différentes. Nous leur avons demandé quel jugement ils portent sur les événements du XXe siècle, sur les deux guerres mondiales, sur les génocides, sur les systèmes nazi, communiste et démocratique ; comment ils ont acquis leurs connaissances sur ces grands faits historiques, quel fut le rôle de l'école, des documentaires, des fictions, d'internet, de la transmission familiale, des musées ou des expositions, des sites historiques, etc. De même, nous leur avons demandé pourquoi transmettre l'histoire et comment ils imaginent eux-mêmes la transmettre à leur tour, ou encore quels sont, à leurs yeux, les événements les plus marquants depuis 1989.

Les principaux résultats de cette enquête sont présentés dans ce document *Mémoires à venir*. L'ensemble des données sont disponibles sur le site [www.fondapol.org](http://www.fondapol.org).



## Écologie

### *Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois*

### *Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant*

Par Albert Bressand – Octobre 2015

La Conférence climatique de Paris (COP21) renforcera la prise de conscience des risques climatiques mais l'objectif de limiter le réchauffement à 2 °C ne pourra être atteint. Le processus de négociation onusien qui s'engage voit s'affronter deux conceptions de la gouvernance environnementale dans un rapport de force géopolitique inégal : d'un côté le comportement kantien de l'Europe qui défend une vision supranationale sous-tendu par une posture morale ; de l'autre, les puissances émergentes, la Chine au premier chef, qui placent la souveraineté nationale au sommet de leurs valeurs sur un mode plus machiavélien que kantien.

Cependant, la Conférence de Paris pourra être a good COP21 si elle permettait de lever cinq tabous. Le premier est le rôle central de l'ONU ; le second celui d'une fixation trop exclusive sur les énergies renouvelables, nécessaires mais insuffisantes à la réussite ; le troisième celui d'une approche des hydrocarbures dans laquelle le mépris l'emporte sur la gestion responsable ; le quatrième celui d'une Europe prétendument exemplaire, dont l'Energiewende allemande serait le modèle avancé. Enfin, la certitude de pouvoir endiguer le réchauffement sans remise en cause des modèles de croissance pour une population et sa classe moyenne avide de consommation, qui auront grandi de plusieurs milliards. Trois pistes de réflexion s'ouvrent alors. Une remise en cause des objectifs de croissance, un effort de grande ampleur de géo-ingénierie climatique et, à plus court terme, un surcroît de rationalité économique et diplomatique face aux politiques de transition autoréférences et à l'irénisme géopolitique européen.

Ces notes ont été écrites par Albert Bressand, Senior Fellow, Columbia Center for Sustainable International Investment à New York, et Professor of International Strategic Management in Energy à l'Université de Groningen (Pays-Bas).



## Les ouvrages de la Fondation

---

*Innovation politique 2015*, 580 pages

Octobre 2015, PUF, Collection Innovation politique, 29 €

Cinquième édition d'Innovation politique, cet ouvrage regroupe les principaux travaux de la Fondation pour l'innovation politique ([www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)) publiés entre juillet 2014 et juillet 2015.

Les contributions ont été écrites par des auteurs de différents horizons, experts confirmés, qui espèrent éclairer le débat public et contribuer à l'émergence de solutions concrètes et innovantes face aux défis économiques aussi bien qu'aux enjeux politiques et sociétaux de notre époque.

Mobilité urbaine, politique de santé, politique éducative, croissance économique, valeurs..., cette publication invite à la réflexion et à l'échange.



*L'Opinion européenne en 2015*, 140 pages

Octobre 2015, Lignes de repères, 17 €

Seizième édition de *L'Opinion européenne*, un ouvrage unique en son genre !

L'Europe est en proie à de profondes mutations structurelles et à une crise de son modèle économique, politique et social. Menacée, elle doit plus que jamais affronter la poussée des populismes et du scepticisme. Et pourtant, les jeunes générations portent encore l'espoir et l'avenir d'une Europe confiante et solide.



Ce nouveau volume nous présente les grands défis auxquels l'Union est confrontée à travers:

- l'analyse de mouvements populistes ;
- une étude inédite et complète des forces politiques européennes ;
- des enquêtes sur la perception par la jeunesse de l'histoire et de l'avenir de l'Europe.

Dédié à l'étude de la société civile européenne, l'ouvrage *L'Opinion européenne* est publié chaque année depuis 2000, sous la direction de Dominique Reynié, politologue, professeur à Sciences Po Paris et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

Des académiques, des experts et des représentants de la nouvelle génération ont participé à la rédaction de cette nouvelle édition de *L'Opinion européenne*.

Ont participé à cet ouvrage publié sous la direction de Dominique Reynié : Corinne Deloy, Stellina Galitopoulou, Delphine Gondebert, Tristan Guerra, Pierre-Adrien Hanania, Joan Marcet, Laurence Parisot, Dominique Reynié, Simone Rodan-Benzaquen, Pauline Schnapper, Rémi Velez.

**Publications**

**Enquêtes**

**Événements**

**Séminaires de travail**

**Internet et Partenariats**

**Les chiffres**

## Les enquêtes de la Fondation

---

*Les représentations de l'engagement citoyen et de l'appartenance républicaine – mars 2015*

À la suite des attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015, le président de la République a confié au président de l'Assemblée nationale « une mission de réflexion sur toutes les formes d'engagement et sur le renforcement de l'appartenance républicaine ». Pour mener à bien sa mission, l'Assemblée nationale a souhaité associer à ses travaux la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation pour l'innovation politique.

Dans le cadre de cette mission républicaine, la Fondation pour l'innovation politique, la Fondation Jean-Jaurès et l'Assemblée nationale ont réalisé avec Harris Interactive une enquête qui dresse un état des lieux de ce que symbolise et représente l'engagement citoyen dans la société française. Cette enquête a été réalisée en ligne du 6 au 11 mars 2015 sur un échantillon de 2 000 personnes représentatif des français âgés de 15 ans et plus.



harris  
INTERACTIVE

### Représentations de l'engagement citoyen et de l'appartenance républicaine. Vague 1

Les Français se sentent-ils engagés ? De quelles manières ? Cela contribue-t-il à leur sentiment d'appartenance républicaine ? Les attentats ont-ils affecté ces dimensions ?



Mars 2015

Rapport rédigé par :

Jean-Daniel Lévy, Directeur du Département Politique – Opinion

Magalie Gérard, Directrice de clientèle au Département Politique – Opinion

Marion Desreumaux, Directrice d'études au Département Politique – Opinion

Pierre-Hadrien Bartoli, Chargé d'études au Département Politique – Opinion

© 2015 Harris Interactive Inc. All rights reserved.

AHEAD OF WHAT'S NEXT

**Publications**

**Enquêtes**

**Événements**

**Séminaires de travail**

**Internet et Partenariats**

**Les chiffres**



## Les événements de la Fondation

---

Colloque 30 ans après « la petite idée » de Coluche, s'engager encore

Samedi 26 septembre 2015

Salle Victor Hugo, Immeuble Jacques Chaban-Delmas à Paris



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

# 30 ANS APRÈS LA « PETITE IDÉE » DE COLUCHE, S'ENGAGER ENCORE



© Gaston Bergeret

## INVITATION

Samedi 26 septembre 2015

Salle Victor Hugo

Immeuble Jacques Chaban-Delmas  
101, rue de l'Université 75007 Paris

Entrée libre sur inscription préalable

Informations et inscriptions au verso



© Fondation pour l'innovation politique / A.Devouge



© François Daburon/Fondation pour l'innovation politique



© Fondation pour l'innovation politique / A.Devouge



© François Daburon/Fondation pour l'innovation politique



© François Daburon/Fondation pour l'innovation politique



© François Daburon/Fondation pour l'innovation politique



© François Daburon/Fondation pour l'innovation politique



© Fondation pour l'innovation politique / A.Devouge



© Fondation pour l'innovation politique / A.Devouge

# Colloque Valeurs d'islam, république et citoyenneté

Dimanche 14 juin 2015

au Pavillon Cambon-Capucines à Paris



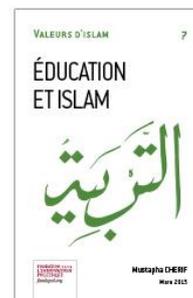
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE  
fondapol.org

## VALEURS D'ISLAM, RÉPUBLIQUE ET CITOYENNETÉ

La Fondation pour l'innovation politique  
vous invite à  
une matinée exceptionnelle de débats  
dimanche 14 juin 2015, de 9h à 13h

### Pavillon Cambon-Capucines

46, rue Cambon, Paris 1<sup>er</sup> — Entrée libre sur inscription préalable  
Informations et inscriptions sur [www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)





## Discussion-débat autour de l'ouvrage

### *Les saboteurs* de **Éric Le Boucher**

**Mardi 14 avril 2015**

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Éric LE BOUCHER

## LES SABOTEURS (Éditions PLON)

**Dominique Reynié,**

Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique  
vous prie d'assister à une discussion autour de l'ouvrage

« *Les Saboteurs* »

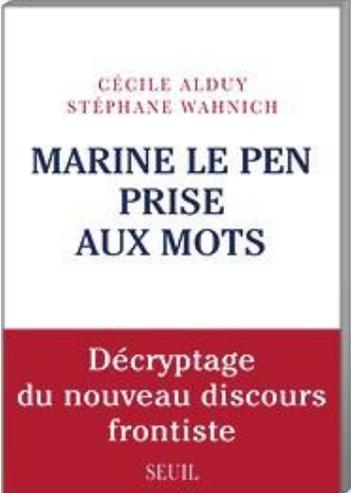
avec **Éric Le Boucher**, l'auteur, journaliste, longtemps au *Monde*, cofondateur de *slate.fr* et éditorialiste aux *Échos*, à *Europe 1* et à *L'Opinion*, **Erwan Le Noan**, consultant, ancien président d'une association de coaching de lycéens de ZEP, membre du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique et responsable du média *Trop Libre* de la Fondation pour l'innovation politique, **Laurence Parisot**, présidente d'honneur du Medef, Vice-Présidente de l'Ifop, administrateur d'EDF et BNPP, présidente du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique et **Dominique Reynié**.



**le mardi 14 avril 2015 de 18h30 à 19h30**

Retransmis en direct sur le site Internet  
[www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)

Participez au débat via Twitter en utilisant : **#fondapoltv**

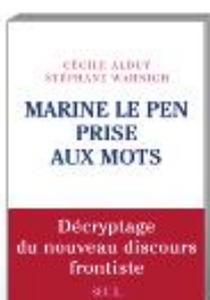


Discussion-débat autour des ouvrages  
*Un piège bleu Marine* de Laurence Parisot et Rose Lapresle et  
*Marine Le Pen prise aux mots* de Cécile Alduy et Stéphane Wahnich

Mardi 10 mars 2015

## QUE NOUS DIT MARINE LE PEN ?

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)



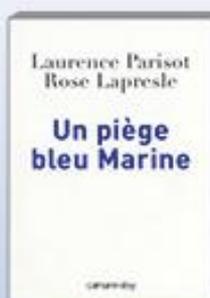
Dominique REYNIÉ,  
Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique  
vous prie d'assister à une discussion  
autour des livres

*Un piège  
bleu Marine*

de Laurence PARISOT  
et Rose LAPRESLE

*Marine Le Pen  
prise aux mots*

de Cécile ALDUY  
et Stéphane WAHNICH



avec Erwan LE NOAN, consultant, ancien président d'une association de coaching de lycéens de ZEP, membre du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique et responsable du média *Trop libre* de la Fondation pour l'innovation politique,

Laurence PARISOT, présidente d'honneur du Medef, Vice-Présidente de l'Op, administrateur d'EDF et BNPP, membre du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique, auteur du livre *Un piège bleu Marine*,

Stéphane WAHNICH, professeur associé à l'Université Paris Est Créteil (UPEC) en communication politique et publique, vient de co-écrire *Marine Le Pen prise aux mots* après *Le Pen, les mots* en 1997. Il conseille également des élus sur leur communication, et Dominique REYNIÉ.

**le mardi 10 mars 2015 à 18h30**

Retransmis en direct sur le site Internet

[www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)

Participez au débat via Twitter en utilisant : #fondapoltv

Janvier 2015

# ÉRADIQUER L'HÉPATITE C EN FRANCE : QUELLES STRATÉGIES PUBLIQUES ?

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE  
fondapol.org

Nicolas BOUZOU  
Christophe MARQUES



Discussion-débat autour de la note  
*Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?*  
de Nicolas Bouzou et Christophe Marquez

Jeudi 29 janvier 2015

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

ÉRADIQUER L'HÉPATITE C EN FRANCE :  
QUELLES STRATÉGIES PUBLIQUES ?

Par Nicolas BOUZOU et Christophe MARQUES  
et publié par la Fondation pour l'innovation politique

Dominique Reynié,  
Directeur général de  
la Fondation pour l'innovation politique,  
vous prie d'assister à une discussion autour  
de la note :

« *Éradiquer l'hépatite C en France :  
quelles stratégies publiques ?* »

avec Nicolas Bouzou, économiste, directeur-fondateur d'Asterès, Anne Degraix, coordinatrice du réseau Ville Hôpital Hépatite C (AVHEC) et de la Maison Du Patient à Lyon, Daniel Dhumeaux, hépatologue, professeur des Universités, professeur au CHU Henri Mondor de Créteil et coordinateur du rapport sur la prise en charge des personnes infectées par les virus de l'hépatite B et de l'hépatite C pour le Ministère de la Santé et Dominique Reynié.



Le jeudi 29 janvier 2015 de 12h à 13h

Retransmis en direct sur le site Internet  
[www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)

Participez au débat via Twitter en utilisant : #fondapoltv



Colloque *Mémoires à venir*

Mercredi 21 janvier 2015

au Collège des Bernardins à Paris



Fondation  
pour la  
Mémoire  
de la  
Shoah  
[www.fondationshoah.org](http://www.fondationshoah.org)

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

**MERCREDI 21 JANVIER 2015 À 18H**  
au Collège des Bernardins à Paris

La Fondation pour l'innovation politique  
et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah  
présentent

**MÉMOIRES  
A VENIR**

[www.fondapol.org](http://www.fondapol.org) et [www.fondationshoah.org](http://www.fondationshoah.org)

**UNE ENQUÊTE INÉDITE  
SUR LA MÉMOIRE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE  
MENÉE AUPRÈS DE 31 172 JEUNES  
DE 16 À 29 ANS À TRAVERS 31 PAYS  
EN 24 LANGUES.**

**Publications**

**Enquêtes**

**Événements**

# **Séminaires de travail**

**Internet et Partenariats**

**Les chiffres**

## Le Séminaire Bastiat

---

Créé en 2012, le Séminaire Bastiat continue de se développer, notamment en déployant ses travaux dans trois directions :

- Comment aider nos entreprises et nos entrepreneurs à créer de la richesse ;
- Comment évaluer les politiques publiques conduites par le gouvernement ;
- Comment tirer profit des promesses du numérique.



**Sont intervenus en 2015 :**

- Arnaud Robinet (14 janvier 2015)
- Alexandre Jardin (27 janvier 2015)
- André Azoulay (27 mars 2015)

➤ Arnaud Robinet (14 janvier 2015)



➤ Alexandre Jardin (27 janvier 2015)



➤ André Azoulay (27 mars 2015)



**Publications**

**Enquêtes**

**Événements**

**Séminaires de travail**

**Internet et Partenariats**

**Les chiffres**

## *fondapol.org*, le site de la Fondation

En mars 2015, le site de la Fondation pour l'innovation politique a migré sous un nouveau format. Plus dynamique et fonctionnel, [www.fondapol.org](http://www.fondapol.org) met en valeur les travaux de la Fondation grâce à une nouvelle ergonomie et des visuels plus attractifs.

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE  
*fondapol.org*

Un Think Tank libéral, progressiste et européen

Newsletter Fondapol E-mail OK

Twitter SUIVRE Facebook SUIVRE

ETUDES SONDAGES DÉBATS LA FONDATION FONDAPOL.MAG #CESTNOUS JE SOUTIENS FR EN Rechercher

À LA UNE

**ÉTUDES : « VIVE L'AUTOMOBILISME ! (1) LES CONDITIONS D'UNE MOBILITÉ CONVIVIALE »**

Jean-Pierre Orfeuil, Mathieu Florneau

À la veille de la COP21, Vive l'automobilisme ! (1) Les conditions d'une mobilité conviviale est un plaidoyer pour une lecture du réseau routier national qui soit véritablement multiscalaire et globale, susceptible de produire une pédagogie persévérante, neuve, équilibrée et régulée de la transition écologique appliquée à la mobilité.

→ LIRE LA SUITE

Jean-Pierre Orfeuil, Mathieu Florneau  
ÉTUDES : « VIVE L'AUTOMOBILISME ! (1) LES

Jean-Pierre Orfeuil, Mathieu Florneau  
ÉTUDES : « VIVE L'AUTOMOBILISME ! (2)

PARTENARIAT : LA FONDATION POUR L'INNOVATION EST PARTENAIRE DU SÉMINAIRE DU COLLÈGE DES BERNARDINS :

Mohik Bezouh  
ÉTUDES : « CRISE DE LA CONSCIENCE ARABO-MUSULMANE »

« VALEURS D'ISLAM » : UNE SÉRIE D'ÉTUDES DE LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

### Nos dernières publications

**TROP LIBRE. VERS UNE DÉMOCRATIE 2.0**  
05.10.2015

**TROP LIBRE. SÉCURITÉ SOCIALE, 70 ANS DÉJÀ**

**TROP LIBRE. LA VIE AU CHÂTEAU, OU LA POLITIQUE SAISIE PAR LA COM'**  
02.10.2015

S'il y a un phénomène météorologique qui a frappé le millénaire et de François Hollande, c'est bien le pluie. Pas

# *data.fondapol*, les données de la Fondation

La Fondation pour l'innovation politique a lancé en mars 2015, *data.fondapol*, sa nouvelle plateforme de données. Cette dernière rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales. La démarche de la Fondation s'inscrit dans une perspective libérale de partage de l'information, de diffusion de la connaissance et de pluralisme des idées.



## LES DONNÉES LIBRES & GRATUITES DE LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Sous la direction de Dominique Reynié, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique et Professeur des Universités à Sciences Po Paris

### UNE INITIATIVE DE LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

*Data.fondapol* est une initiative de la Fondation pour l'innovation politique destinée à rendre accessibles et utilisables, par tous, les données collectées lors de nos différentes enquêtes et en plusieurs langues lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales. Notre démarche s'inscrit dans une perspective libérale de partage de l'information, de diffusion de la connaissance et de pluralisme des idées.

[Lire la suite](#)

### DONNÉES RÉUTILISABLES

Nos données, publiées sous format Excel, sont libres de consultation et d'exploitation. Chacun est invité à partager ses analyses selon le modèle collaboratif qui enrichit la réflexion et le débat public.

[Lire la suite](#)

### NOS DONNÉES

[AFFICHER TOUT](#) [CLASSES MOYENNES \(2\)](#) [EUROPE \(4\)](#) [FRANCE \(8\)](#) [JEUNESSE \(2\)](#) [RETRAITE \(1\)](#) [TRAVAIL LE DIMANCHE \(1\)](#)

#### MÉMOIRES À VENIR (2014)

La Fondation pour l'innovation politique et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah ont réalisé une étude internationale inédite auprès des nouvelles générations qui...



24 mars 2015 Jeunesse

#### LES CLASSES MOYENNES ET L'ÉCOLE (2014)

La Fondation pour l'innovation politique a conçu une enquête afin de connaître la perception des classes moyennes sur l'école compte tenu des difficultés de l'Éducation...



24 mars 2015 Classes moyennes, France

#### L'ANTISÉMITISME DANS L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE (2014)

En 2004, dans son Rapport sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, Jean-Christophe Rufin notait une diminution du rôle de l'extrême droite dans la...



24 mars 2015 France

#### OÙ EN EST LE SENTIMENT EUROPÉEN CHEZ LES FRANÇAIS ? (2011)

La Fondation pour l'innovation politique a souhaité évaluer le degré d'adhésion des Français à l'Union européenne après la chute du Mur de Ber-



#### LES VALEURS DE LA JEUNESSE DANS LE MONDE (2010)

La Fondation pour l'innovation politique considère que nous connaissons véritablement la globalisation lorsque les premières générations, qui n'ont



#### LES FRANÇAIS ET LA RÉFORME DES RETRAITES DE 2010

À partir d'avril 2010, Éric Woerth, ministre français du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique du gouvernement dirigé par François Fillon.



Afin de tenir informé le public de ses travaux les plus récents ou en cours, la Fondation pour l'innovation politique diffuse *fondapol.mag*, une newsletter bimensuelle qui se veut simple et graphique. Elle regroupe sur une seule page des liens vers nos dernières publications, les événements à venir, les retombées médias ou encore nos contenus vidéo.

**FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE**  
*fondapol.org*

Un Think Tank libéral, progressiste et européen  
*fondapol.mag* - 2 décembre 2015

Dans le cadre de la COP21 qui se déroule à Paris en ce moment du 29 novembre au 11 décembre, nous vous proposons de retrouver la note de Albert Bressand, qui comprend deux livrets, le premier intitulé *Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois* et le deuxième intitulé *Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant*. Selon l'auteur, la COP21 s'inscrit dans un processus qui a produit des résultats non négligeables en matière de gouvernance environnementale, avec un effet d'entraînement planétaire. Mais le processus onusien est insuffisant. Un vrai calcul économique, climatique et social sera la condition d'une transition efficace et rationnelle. Des négociations plus fermes sont nécessaires, notamment autour de la question du charbon. Albert Bressand est spécialiste des problématiques climatiques. Dans le cadre des travaux de la Fondation pour l'innovation politique, il est l'auteur de deux autres notes, *Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs* (juillet 2013) et *Énergie-climat : pour une politique efficace* (septembre 2014).

### À la une



**GOOD COP21, BAD COP21**  
(1) :  
LE KANT EUROPÉEN  
ET  
LE MACHIAVEL  
CHINOIS

Par Albert Bressand  
Octobre 2015

Le dérèglement climatique est en cours, les rapports de la communauté scientifique réunie au sein du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) sont à cet égard d'une grande clarté. Les gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère ont atteint la concentration la plus élevée depuis 800 000 ans, la température moyenne à la surface de la planète a augmenté de 0,85°C entre 1880 et 2012, et celle à la surface des océans, mesurée avec précision depuis un demi-siècle seulement, de 0,11°C par décennie depuis 1970.

[Lire la suite](#)



**GOOD COP21, BAD COP21**  
(2) :  
UNE RÉFLEXION  
À CONTRE-COURANT

Par Albert Bressand  
Octobre 2015

Comme nous l'avons vu en examinant les points clés des négociations climatiques en cours dans la note précédente, ni l'Europe ni la planète ne gagnent grand-chose à ce que l'Europe se comporte en acteur kantien dans un monde qui oscille entre l'opportunisme de Machiavel et la guerre de tous contre tous que décrivait Hobbes dans son Léviathan. Ayant examiné les dimensions diplomatique et géopolitique de ces négociations, ayant vu, comme en conviennent tous les responsables, que la COP21 ne permettra pas de mettre en place plus du tiers environ des

### Soutenez les actions de la Fondation pour l'innovation politique

Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous ! Grâce à votre soutien financier vous permettez à la Fondation d'assurer son indépendance et de conduire avec plus d'efficacité sa mission d'utilité publique. Son statut lui permet de recevoir des dons et legs selon le régime fiscal des fondations reconnues d'utilité publique.

[Soutenez la Fondation](#)

### Rejoignez-nous

Vous souhaitez suivre au quotidien l'actualité de la Fondation pour l'innovation politique : rejoignez nous sur [Facebook](#) et sur [Twitter](#)

### La Fondapol dans les médias

**"atlantico"**  
UN TOUR MÉDIAS EN COP21

COP21, le tournant ? Tout ce qui a changé depuis l'échec de la conférence sur le climat de Copenhague Interview de Albert Bressand, Robert Dardanne et Jean-Paul Maréchal parue dans *Atlantico* le 29 novembre 2015. Albert Bressand est auteur pour la

## Le média : « *Trop libre* »

Acteur reconnu dans le débat d'idées, la Fondation pour l'innovation politique a souhaité affirmer sa voix libérale, progressiste et européenne en lançant en janvier 2011 un média intitulé *Trop libre*. L'objectif était d'offrir un regard critique à un moment où les controverses se multipliaient à l'approche de nouvelles échéances politiques. En 2014, la Fondation pour l'innovation politique a décidé de donner une nouvelle dynamique à *Trop Libre* et une nouvelle formule a vu le jour. Notre ambition est d'en faire un site de référence, reposant sur deux piliers :

- le premier vise à en faire le « hub » des idées innovantes en France, une tête de prospection des pratiques réformistes, des débats intellectuels, des innovations politiques à travers le monde ;
- le second souhaite faire de *Trop Libre* la plateforme de référence pour l'expression des débats au sein de l'opposition. Nous souhaitons que *Trop Libre* devienne la plateforme sur laquelle les parlementaires, élus et responsables de la droite et du centre pourront faire avancer le débat d'idées.

Dans ce cadre, nous faisons appel à des contributeurs occasionnels et mobilisons des chroniqueurs réguliers, français et étrangers.

*Trop Libre* propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique » (anciennement « Politique 2.0 »).

Accueil Trop Libre Fondapol Chroniqueurs Blogs Contact

**TROP LIBRE**  
Une voix libérale, progressiste et européenne

Horizons Croissance 2017 Renaissance Numérique Culturisme Perspectives Livresque Interviews

En couv'

Les pays nordiques ferment leur porte  
Cristina Delcroix - Perspectives - 9 février 2016 - Pas de commentaires

Les plus récents

Aux sources de l'impôt négatif

Plaidoyer républicain pour une Génération gueule de bois

Macri ne perd pas de temps

Travail et emploi à l'ère du numérique

« Malaise sur Canal » : comment la réaction « gênée » à un dérapage islamiste en dit long sur le mal rhétorique français

## *fondapol.tv*, la Web TV de la Fondation

Cette Web TV propose les interviews des auteurs de nos publications, ainsi que les témoignages de personnalités qui déchiffrent l'actualité politique. On y retrouve également les documentaires et spots de la Fondation pour l'innovation politique liés à des événements historiques, ainsi que nos micros-trottoirs.

The screenshot displays the website for Fondapol TV. At the top left is the logo for the 'FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE' with the website 'fondapol.org'. To its right is the tagline 'Un Think Tank libéral, progressiste et européen'. On the right side of the header, there is a 'Newsletter Fondapol' sign-up field with an 'E-mail' input, an 'OK' button, and social media follow buttons for Twitter ('SUIVRE') and Facebook ('SUIVRE').

The main navigation bar includes links for 'ETUDES', 'SONDAGES', 'DÉBATS', 'LA FONDATION', 'FONDAPOL\_MAG', '#CESTNOUS', 'JE SOUTIENS', and language options 'FR' and 'EN'. A search bar labeled 'Rechercher' is also present.

The breadcrumb trail shows 'Accueil • Fondapol TV'. The main heading is 'Fondapol TV'. The video player shows a man in a suit sitting in a chair in front of a bookshelf. The video title is 'Croissance Valeurs Écologie Numérique'. The sidebar on the left lists 'Nos médias' with 'fondapol.tv' and 'TRIP LIBRE' logos, and 'Nos données en open data' with 'data.fondapol' and a QR code. The video player controls show a progress bar at 01:45 / 10:06 and various playback icons. Below the video, a row of thumbnails for other videos is visible, including one titled 'lecture en cours' and another by 'Arnaud Chneiw... par fondapol'.

### **Séminaire de recherche États, religions, laïcités : les nouveaux fondamentalistes. Enjeux nationaux et internationaux, organisé par le Collège des Bernardins.**



**La Fondation pour l'innovation politique est partenaire du séminaire de recherche États, religions, laïcités : les nouveaux fondamentalistes. Enjeux nationaux et internationaux, organisé par le Collège des Bernardins.**

Depuis les tragiques événements des 7-9 janvier 2015 les Français ont pris conscience de la crise du modèle républicain d'intégration et de la nécessité de changer en profondeur le rapport de l'État à la notion de « neutralité laïque ».

En effet celle-ci signifie que les agents de l'État doivent être indépendants et impartiaux. Elle ne signifie pas que ceux-ci doivent s'interdire de penser et de connaître la diversité des convictions et des cultes.

Le grand rassemblement du 11 janvier 2015 témoigne également de l'inquiétude des Français à l'égard du danger que représentent la croissance exponentielle des nouveaux fondamentalistes « laïcs » et « religieux » et l'incapacité des uns et des autres à dialoguer ensemble dans un esprit républicain.

Aussi le département de recherche « Société Liberté Paix » du Collège des Bernardins a pris la décision de consacrer sa prochaine recherche fondamentale à la question des nouveaux fondamentalismes en France en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique, les Poissons Roses, Ichthus et l'Institut catholique de Paris.

Le sujet des « nouveaux fondamentalistes en France » est important et n'a pas fait l'objet de beaucoup d'études détaillées en raison de sa nouveauté. On s'est surtout intéressé aux parcours fondamentalistes se réclamant de l'islam.

Selon François Molins, le procureur de la République de Paris, 1 132 Français sont impliqués dans le djihad, soit une explosion de 96% depuis janvier 2014. Mais il existe aussi des courants extrémistes (de gauche et de droite) hostiles à « l'impérialisme islamique » et à « l'hégémonie américaine » qui recrutent de plus en plus de jeunes prêts à s'engager dans des actions terroristes.

L'enjeu du séminaire consiste d'une part à comprendre les trajectoires de jeunes Français vers le fondamentalisme religieux. On s'intéressera d'autre part à des parcours fondamentalistes se réclamant d'autres références plus idéologiques. On tâchera enfin d'interroger le rapport de la modernité à la question du sens, et à l'absence grandissante de réponses aux quêtes de sens des jeunes. Ce vide de sens semble être en première analyse l'une des principales sources de la fièvre fondamentaliste actuelle.

Il y a en effet de nombreux 'nouveaux convertis' favorables à l'État islamique qui partent de France vers le Moyen Orient. Il y a aussi de jeunes Français d'extrême droite qui partent s'engager en Russie pour « faire la guerre contre l'OTAN dans le Donbass ». Il y a enfin le phénomène « Charlie Hebdo » qui affiche un athéisme militant et déclenche au nom du « droit à la liberté d'expression » des attitudes de moins en moins tolérantes et de plus en plus agressives (cf éditorial du numéro de Charlie Hebdo du 14.01).

Il s'agit de réfléchir de façon trans-disciplinaire sur les conditions de formation du fondamentalisme et du djihadisme en France à partir d'un mal être générationnel et d'une petite délinquance (aspects sociologiques, urbanistiques, générationnels, éducatifs, psychologiques, etc...). Il sera intéressant à ce dernier titre de se pencher sur la situation des prisons en France comme foyers possibles de radicalisation.

L'objectif de la première année est, à partir de certaines études portant sur les parcours des nouveaux fondamentalistes, de comprendre de façon anthropologique et trans-disciplinaire les ressorts et les mécanismes du fondamentalisme.

L'objectif de la seconde année est de trouver des solutions à la double crise de la modernité et de la perte de sens qui sont à la source des engagements fondamentalistes. On travaillera sur les issues possibles aux fondamentalismes aux différentes étapes de leurs formations.

Quatre séances ont déjà eu lieu en 2015.

- **17 septembre 2015** : Introduction du séminaire sur le thème : Retour sur les événements de janvier 2015. Peut-on parler du choc de plusieurs types de fondamentalisme ? Quels enjeux pour l'Église ?
- **8 octobre 2015** sur le thème : Comment passe-t-on d'une mentalité radicale, ou zélote, à une position de combat voire à l'engagement terroriste ? Parcours vers les différents fondamentalismes. Aspects historiques, anthropologiques et psychologiques.
- **12 novembre 2015** sur le thème : Théories du complot, effritements de la vérité conceptuelle, structures désangoissantes, retour des propagandes et nébuleuses internet. Après avoir décodé leurs discours, comment répondre à certains auteurs nihilistes et conspirationnistes ?
- **10 décembre 2015** sur le thème : Comment les religions ont-elles canalisé dans le passé ce type de posture fondamentaliste ou intégriste ? Comment concilient-elles la foi et la raison dans des époques et des contextes différents ? Histoire du rapport des religions à l'image et à la caricature. L'émotionnel médiatique : comment prendre distance ?

## Film : « Apprentis et Citoyens » de Anne Muxel

**La Fondation pour l'innovation politique soutient le film « Apprentis et Citoyens » écrit et réalisé par Anne Muxel et produit par la société Yukunkun Productions.**

Ce film part à la rencontre d'une jeunesse dont on ne parle guère, ayant quitté de façon précoce le système scolaire pour suivre les filières de l'apprentissage et des métiers manuels, alternant temps de formation et travail salarié en entreprise. Il suit au plus près de leur quotidien six jeunes apprentis, âgés de 17 à 19 ans – Alexandra, serveuse, Romain, peintre en bâtiment, Guillaume, cuisinier, Romaric, mécanicien, Eloïse, pâtissière et René, maçon.

Il capte la réalité de leur vie et des échanges qu'ils nouent avec leur entourage, dans les classes avec leurs formateurs, sur les lieux de travail avec leurs patrons et maîtres d'apprentissage, mais aussi dans les familles avec leurs parents. C'est une parole sur leurs projets, leur avenir, mais aussi sur la façon dont ils voient et jugent la société et le monde qui les entourent, qui s'exprime.

Au moment de leurs premiers choix électoraux, qu'ont-ils à dire de la politique, de nos politiques ?

Les témoignages de ces jeunes, leurs interrogations comme leurs indignations, les débats et les échanges qu'ils ont avec les adultes qu'ils côtoient, reflètent les blocages, les difficultés comme les espérances d'une France en temps de crise.

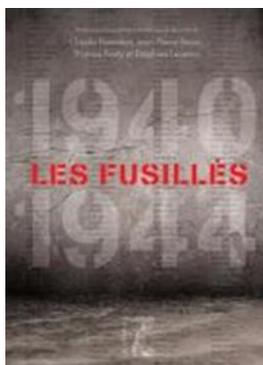
Le film montre la réalité de l'apprentissage : apprentissage d'un métier, de l'autonomie et de la citoyenneté. Ces jeunes apprentis, pour la plupart d'entre eux, vont prochainement voter pour la première fois...ou ne pas voter...

Ce film a été projeté en avant-première le jeudi 21 mai à la Maison de l'Épargne à Paris.

Anne Muxel, sociologue et politologue est directrice de recherches au CNRS en science politique au CEVIPOF, Centre de recherches politiques de Sciences Po. Elle travaille dans le domaine des attitudes et des comportements politiques, en privilégiant d'une part la sociologie électorale et d'autre part les phénomènes de socialisation politique, de transmission intergénérationnelle et de construction de la mémoire.



**Ouvrage : *Les fusillés (1940 – 1944)*  
Éditions de l'Atelier, 4 mai 2015**



**La Fondation pour l'innovation politique soutient la publication de l'ouvrage *Les fusillés (1940 – 1944)*.**

Ce dictionnaire biographique a été rédigé par un collectif d'une centaine d'auteurs sous la direction de Claude Pennetier, Jean-Pierre Besse, Thomas Pouty et Delphine Leneveu.

Ils étaient communistes, gaullistes, socialistes, syndicalistes, ou bien simplement patriotes ; juifs, chrétiens ou libres-penseurs. Certains étaient des résistants actifs, d'autres furent arrêtés en raison de leurs origines, de leur engagement militant ou de leur refus de l'Occupation. Leurs parcours, d'une extrême diversité, convergent le plus souvent vers un but commun : lutter contre la barbarie.

Pour la première fois, ce livre réunit les biographies de celles et ceux qui furent fusillés en France entre 1940 et 1944. Il rappelle les conditions de leur arrestation et de leur exécution et retrace leur itinéraire, leur vie, leurs engagements. Fruit d'un exceptionnel travail d'historiens, cet ouvrage rend hommage aux fusillés de la Seconde Guerre mondiale. Ils sont présents à nos mémoires.

En soutenant cet ouvrage, la Fondation pour l'innovation politique veut encourager le travail de mémoire et l'œuvre de transmission de notre histoire commune aux générations futures.



**La Fondation pour l'innovation politique est associée aux deux missions de réflexion sur la république et la citoyenneté**

À la suite des attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015, le Président de la République a confié aux deux assemblées, l'Assemblée nationale et le Sénat, la mission de conduire une réflexion sur la citoyenneté et le sentiment d'appartenance nationale : « une quinzaine de propositions concrètes » devront être présentées « durant la première quinzaine d'avril ». Les deux assemblées ont décidé de travailler séparément. La Fondation pour l'innovation politique est associée à chacune des deux assemblées.

**1. Auprès de l'Assemblée nationale : engagement citoyen et appartenance républicaine.**

Pour mener à bien sa mission, l'Assemblée nationale a souhaité associer deux fondations à ses travaux, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation pour l'innovation politique. Nous nous sommes engagés aux côtés des députés pour la conduite des auditions, la réalisation des enquêtes, les délibérations et la rédaction des propositions.

**2. Auprès du Sénat : république, laïcité et sentiment d'appartenance à la nation.**

Le Sénat a également voulu associer étroitement la Fondation pour l'innovation politique à la conception et à la conduite de ses travaux sur des thèmes complémentaires concernant l'engagement républicain, la laïcité et le sentiment d'appartenance à la nation. De même ici, nous nous sommes engagés aux côtés des sénateurs pour la conduite des auditions et des délibérations ainsi que pour la rédaction des propositions.

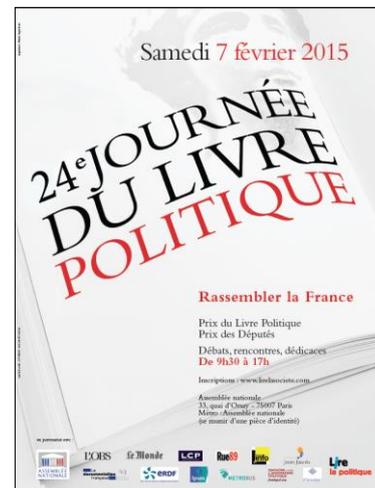


# 24<sup>ème</sup> journée du Livre politique

7 février 2015

La Fondation pour l'innovation politique était partenaire de la 24<sup>ème</sup> journée du Livre politique qui s'est déroulée le samedi 7 février 2015 à l'Assemblée Nationale de 9h30 à 17h. Cette journée était placée sous le thème « Rassembler la France ».

Dominique Reynié a participé à un débat intitulé « L'État providence face à la crise » animé par Françoise Fressoz.



**Publications**

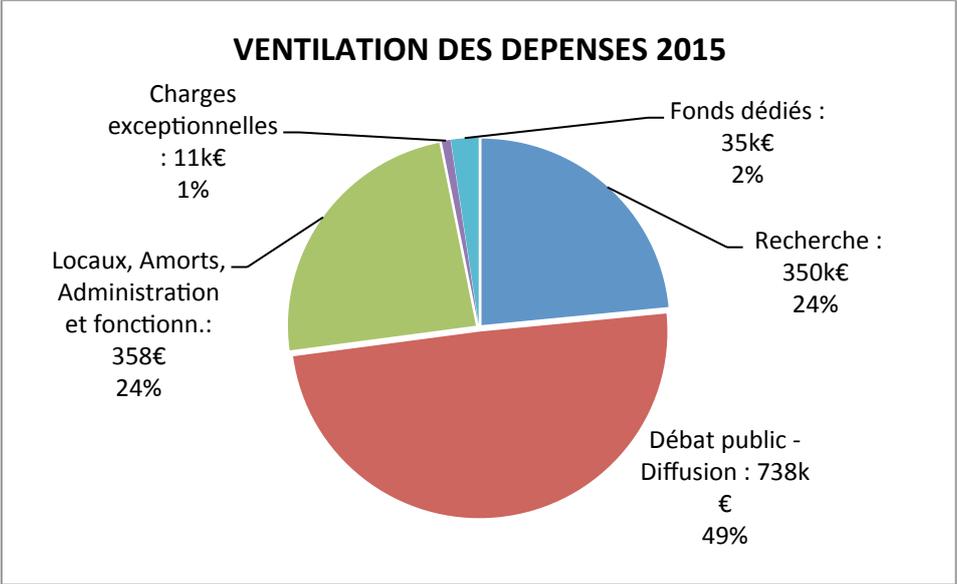
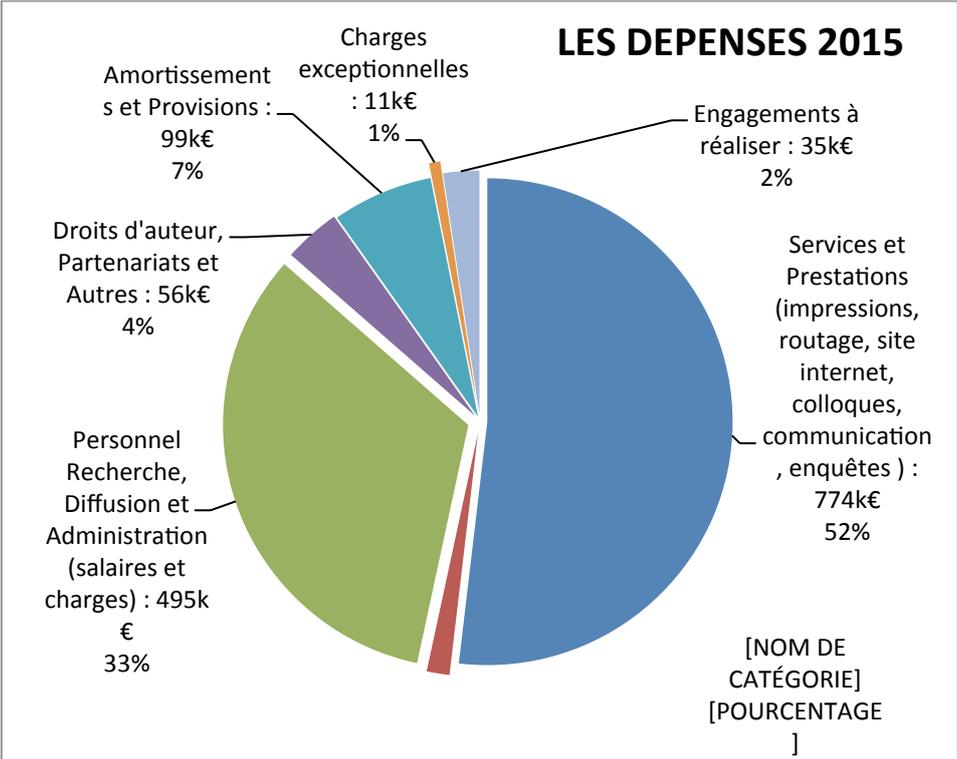
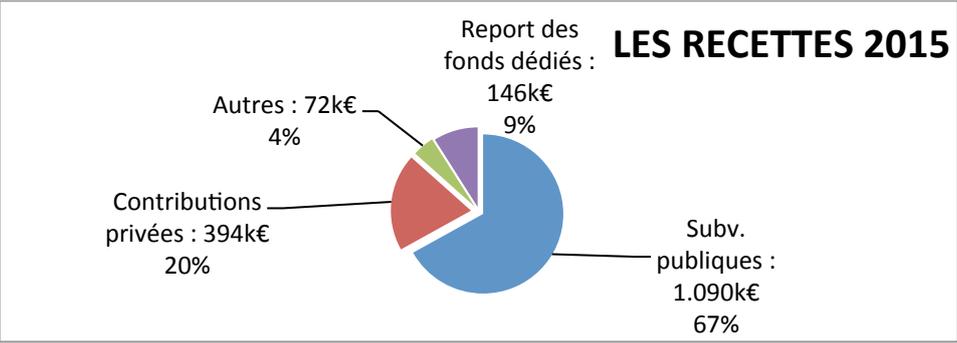
**Enquêtes**

**Événements**

**Séminaires de travail**

**Internet et Partenariats**

**Les chiffres**



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*